

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 85 — 1454

18 JUILLET 1985

Loi relative à la publication des sondages d'opinion (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Artikel 1er. § 1. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1. « Sondage d'opinion », le fait de poser un certain nombre de questions préalablement déterminées à un certain nombre de personnes considérées ensemble comme représentatives d'une population déterminée, de telle sorte que les distributions de réponses obtenues au moyen du sondage, conduisent à des estimations valables pour l'ensemble de la population précitée;

2. « Publication », le fait de rendre public par quelque média que ce soit les résultats d'un sondage d'opinion.

Est assimilée à un sondage d'opinion la simulation de vote réalisée à partir de sondages d'opinion.

§ 2. Les sondages d'opinion organisés par l'Institut national de Statistique sur base de la loi du 4 juillet 1962 autorisant le Gouvernement à procéder à des investigations statistiques et autres, ou par un pouvoir national, régional, communautaire, provincial ou communal, ou par un service ou un organisme d'intérêt public sous le contrôle de pareil pouvoir, de même que les sondages d'opinion réalisés par les pouvoirs susmentionnés à la demande et pour compte des Communautés européennes, ne tombent pas sous l'application de la présente loi.

Ne tombent pas davantage sous son application, les enquêtes organisées par la Banque nationale de Belgique.

Art. 2. La publication d'un sondage d'opinion doit être accompagnée des indications suivantes :

a) le but et l'objet du sondage d'opinion ainsi que la population visée;

b) le nombre des personnes qui y ont participé en tant qu'enquêteurs;

c) l'importance de l'échantillon initial et le nombre des personnes réellement interrogées;

d) la méthode d'échantillonnage;

e) la composition de l'échantillon des personnes effectivement interrogées, en fonction de leur sexe, de leur âge, de leur revenu et de leur appartenance socio-professionnelle, avant et après une pondération éventuelle, pour autant que ces données aient été enregistrées pendant le sondage;

## (1) Session 1981-1982

Sénat :

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 48/1.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 126/1.

## Session 1984-1985.

Sénat :

Documents parlementaires. — Rapport, n° 48/2. — Amendements, nos 48/3 et 4.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 11 février 1985. Adoption. Séance du 12 février 1985.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 1138/1. — Amendements, nos 1138/2 à 5. — Rapports, nos 1138/6 et 126/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 20 juin 1985. — Adoption. Séance du 21 juin 1985.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi amendé par la Chambre des représentants, n° 48/5.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 9 juillet 1985.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT

N.° 85 — 1454

18 JULI 1985

Wet betreffende de bekendmaking van de opiniepeilingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1. « Opiniepeiling », het stellen van een aantal bij voorbaat bepaalde vragen aan een aantal personen die samen als representatief voor een welbepaalde populatie worden beschouwd, zodanig dat de door middel van de peiling verkregen antwoord-distributies tot schattingen leiden, geldend voor de gehele, hoger genoemde populatie;

2. « Bekendmaking », het openbaar maken van de resultaten van een opiniepeiling door middel van om het even welk medium.

Met « opiniepeiling » wordt gelijkgesteld de verkiezings-simulatie op basis van opiniepeilingen.

§ 2. De opiniepeilingen verricht door het Nationaal Instituut voor de Statistiek ter uitvoering van de wet van 4 juli 1962 waarbij de Regering gemachtigd wordt statistische en andere onderzoekingen te houden of door een nationaal, gewestelijk, gemeenschaps-, provinciaal of gemeentelijk bestuur, of door een dienst of organisme van openbaar nut onder toezicht van een dergelijk bestuur, evenals opiniepeilingen uitgevoerd door voormelde besturen en instellingen in opdracht en voor rekening van de Europese Gemeenschappen, vallen niet onder de toepassing van deze wet.

De door de Nationale Bank van België georganiseerde onderzoeken vallen evenmin onder de toepassing ervan.

Art. 2. De bekendmaking van opiniepeilingen moet vergezeld gaan van onderstaande gegevens :

a) het doel en het onderwerp van de opiniepeilingen alsook de geviseerde bevolkingsgroep;

b) het aantal personen die als ondervrager hebben meegewerkt;

c) de grootte van het oorspronkelijk staal en het aantal werkelijk ondervraagde personen;

d) de methode van steekproeftrekking;

e) de samenstelling van het werkelijk ondervraagde staal naar geslacht, leeftijd, inkomen, stand en beroep, vóór en na eventuele herweging, voor zover deze gegevens worden geregistreerd tijdens de peiling;

## (1) Zitting 1981-1982.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, nr. 48/1.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, nr. 126/1.

## Zitting 1984-1985.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 48/2. Amendementen, nrs. 48/3 en 4.

Parlementaire handelingen. — Bespreking. Vergadering van 11 februari 1985. — Aaneming. Vergadering van 12 februari 1985.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1138/1. — Amendementen, nrs. 1138/2 tot 5. — Verslag, nrs. 1138/6 en 126/2.

Parlementaire handelingen. — Bespreking. Vergadering van 20 juni 1985. — Aanneming. Vergadering van 21 juni 1985.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 48/5.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 juli 1985.

f) une ventilation en pour-cent des réponses fournies à toutes les questions, avec mention, pour chaque question, du pourcentage des personnes qui n'y ont pas répondu ainsi que les bases sur lesquelles les différents pourcentages ont été calculés;

g) une information générale concernant l'intervalle de confiance à prendre en considération, compte tenu de l'importance de l'échantillon;

h) la manière dont les questions sont posées : interviews personnelles dans un lieu public, interviews personnelles au domicile de la personne interrogée, interviews téléphoniques, enquêtes écrites, etc.;

i) la classification de l'échantillon en fonction de la taille de la commune, avec indication du nombre des communes dans lesquelles des personnes ont été interrogées;

j) le nom et la qualité de celui (ceux) qui a (ont) fait réaliser le sondage;

k) la reproduction des questions posées, y compris les réponses possibles qui figurent au questionnaire ou qui ont été communiquées verbalement aux personnes interrogées;

l) le nom de l'organisme ou de la personne qui a effectué le sondage.

Ces indications doivent, lors de la publication du sondage, être communiquées à l'Institut national de Statistique.

**Art. 3.** Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et sur proposition de la Commission visée à l'article 4, les normes de qualité et les règles de conduite à respecter par les personnes et instituts lors de la réalisation de sondages d'opinion, ainsi que les modalités du contrôle et du respect de ces normes et règles.

**Art. 4. § 1er.** Il est créé une Commission des sondages d'opinion, ci-après dénommée « la Commission ».

§ 2. La Commission est chargée de formuler, dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la loi, des propositions concernant les matières énumérées à l'article 3.

Les propositions de la Commission sont transmises au Ministre des Affaires économiques.

§ 3. La Commission est composée de :

a) deux membres désignés, par voie d'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, parmi les membres du Conseil d'Etat, sur la proposition de ce Conseil;

b) deux membres désignés, par voie d'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, parmi les membres de la Cour de cassation, sur la proposition de cette Cour;

c) neuf experts, dont au moins deux professeurs en statistique et un fonctionnaire de l'Institut national de Statistique, désignés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition du Ministre des Affaires économiques.

Le président est désigné, par voie d'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, parmi les membres visés sous a) et b), sur proposition du Ministre des Affaires économiques.

§ 4. La Commission organise ses travaux et arrête son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est adopté s'il est approuvé par deux tiers des membres présents.

§ 5. Les crédits nécessaires au fonctionnement de la Commission sont ouverts au budget du Ministère des Affaires économiques.

**Art. 5.** A partir du trentième jour civil précédant la date de l'une des élections régies par les codes électoraux ou des élections au Parlement européen, il est interdit de divulguer, de diffuser ou de commenter, par quelque moyen que ce soit, les résultats de sondages relatifs à ces élections.

**Art. 6.** Les infractions à la présente loi peuvent être sanctionnées d'une amende de 50 à 2 000 francs.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,  
Ch.-F. NOTHOMB

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Pour le Ministre de la Justice, absent,  
le Ministre de l'Education nationale,  
A. BERTOUILLE

f) een procentuele verdeling van de antwoorden op alle vragen, met voor iedere vraag mededeling van het percentage personen, die op die vraag geen antwoord hebben gegeven, alsook de bases waarop de verschillende procenten werden berekend;

g) een algemene informatie over het betrouwbaarheidsinterval, rekening houdend met de grootte van de steekproef;

h) de manier van ondervragen : persoonlijk vraaggesprek op een openbare plaats, persoonlijk vraaggesprek ter huize van de ondervraagde, telefonische vraaggesprekken, schriftelijke enquêtes, enz.;

i) de indeling van de steekproef naar grootte van de gemeente, met aanduiding van het aantal gemeenten waarin personen werden ondervraagd;

j) de naam en de hoedanigheid van de opdrachtgever(s);

k) de weergave van de gestelde vragen, met inbegrip van de antwoordmogelijkheden welke op de vragenlijst voorkomen of aan de ondervraagde personen mondeling werden voorgelegd;

l) de naam van de instelling of van de persoon die de peiling heeft verricht.

Deze gegevens moeten bij de bekendmaking van de peiling worden medegedeeld aan het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

**Art. 3.** De Koning stelt, bij in Ministerraad overlegd besluit en op voorstel van de in artikel 4 bedoelde Commissie, de kwaliteitsnormen en de gedragsregels vast die door personen en instellingen dienen te worden geëerbiedigd bij de uitvoering van opiniepeilingen, evenals de modaliteiten voor het toezicht en de naleving van deze normen en regels.

**Art. 4. § 1.** Er wordt een Commissie voor de opiniepeilingen opgericht, hierna « de Commissie » genoemd.

§ 2. De Commissie is ermede belast binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet, voorstellen te doen over de in artikel 3 vernoemde aangelegenheden.

De voorstellen van de Commissie worden toegezonden aan de Minister van Economische Zaken.

§ 3. De Commissie bestaat uit :

a) twee leden aangewezen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, uit de leden van de Raad van State, op voorstel van deze Raad;

b) twee leden aangewezen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, uit de leden van het Hof van Cassatie, op voorstel van dit Hof;

c) negen experts, waarvan minstens twee hoogleraren in de statistiek en één ambtenaar van het Nationaal Instituut voor de Statistiek, aangewezen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op de voordracht van de Minister van Economische Zaken.

De voorzitter wordt aangewezen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, uit de leden bedoeld sub a) en b), op de voordracht van de Minister van Economische Zaken.

§ 4. De Commissie organiseert haar werkzaamheden en stelt haar huishoudelijk reglement vast. Dit reglement is aangenomen als twee derden van de aanwezige leden het goedkeuren.

§ 5. De voor de werking van de Commissie nodige kredieten worden uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken.

**Art. 5.** Vanaf de dertigste kalenderdag die voorafgaat aan de dag van één van de verkiezingen die worden geregeld door de kieswetboeken, of aan de dag van de verkiezingen van het Europees Parlement, is het verboden de resultaten van opiniepeilingen daaromtrent, door welk middel ook, bekend te maken, te verspreiden of toe te lichten.

**Art. 6.** Inbreuken op deze wet kunnen worden gestraft met een boete van 50 tot 2 000 frank.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,  
Ch.-F. NOTHOMB

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig,  
De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE